

DEMANDES CEIC MTQ0300 – ÉVOLUTION DES RÈGLES CONCERNANT L'ÉTHIQUE AU MTQ

Règles gouvernementales

Le 21 novembre 2002, le gouvernement a mis en œuvre le *Règlement sur l'éthique et la discipline dans la fonction publique* (chapitre F-3.1.1, r. 3). Ce règlement venait renforcer les règles déjà prévues dans la *Loi sur la fonction publique* (chapitre F-3.1.1). Le même jour, le gouvernement a déposé à l'Assemblée nationale la *Déclaration de valeurs de l'administration publique québécoise*. Ces deux actions constituent les pierres d'assises qui encadrent l'éthique dans la fonction publique québécoise et tous les employés, incluant ceux du ministère des Transports du Québec (MTQ), doivent s'y conformer au quotidien. La notion d'éthique fait l'objet d'un bloc spécifique dans la journée d'accueil gouvernementale.

Le règlement a, entre autres objectifs, celui de préserver et de renforcer la confiance des citoyens dans l'intégrité et l'impartialité de la fonction publique et de maintenir un haut niveau de qualité des services offerts. Il actualise et précise les normes réglementaires en vigueur.

La déclaration de valeurs est un guide simple et accessible pour les employés, conçu pour orienter leurs actions à l'interne comme à l'externe. Elle précise les comportements attendus, qui correspondent aux cinq valeurs fondamentales du secteur public provincial. Ces valeurs sont :

- la compétence
- l'impartialité
- l'intégrité
- la loyauté
- le respect

Afin de veiller au respect de ces valeurs, tout employé de la fonction publique doit se soumettre aux règles d'éthique établies dans la *Loi sur la fonction publique* (chapitre F-3.1.1), ainsi que dans le *Règlement sur l'éthique et la discipline dans la fonction publique* (chapitre F-3.1.1, r. 3), soit :

- l'obligation de discrétion et de confidentialité
- la neutralité politique et le devoir de réserve
- l'honnêteté et l'impartialité
- l'absence de conflit d'intérêts

Règles ministérielles

Le 11 septembre 2003, les autorités du MTQ ont fait écho à la mise en place des valeurs éthiques gouvernementales en mettant en ligne, de façon permanente, toute la documentation pertinente en matière d'éthique sur son site Intranet.

En septembre 2006, le MTQ a décidé d'offrir à son personnel professionnel et ingénieur une demi-journée de formation portant sur l'éthique. En novembre de la même année, le MTQ a produit un Guide ministériel de sensibilisation à l'éthique. Ce document contenait notamment une section d'aide à la décision dans le cadre des dilemmes éthiques.

À partir du 29 août 2007, une présentation sur l'éthique, les devoirs et les obligations du fonctionnaire est offerte lors de la journée d'accueil des nouveaux employés du MTQ.

Le 13 décembre 2010, le MTQ a mis sur pied une nouvelle unité administrative, le Bureau de l'Éthique, de l'accès à l'information et des plaintes (BEAIP), qui relève directement du Bureau du sous-ministre (BSM).

En plus des règles gouvernementales énoncées plus haut, les employés du MTQ doivent également se soumettre aux directives internes dont le Ministère s'est doté, soit :

- Directive sur l'utilisation éthique du courriel, d'un collecticiel et des services Internet, y inclus les médias sociaux (En vigueur le 22 février 2012);
- Directive sur les cadeaux, marques d'hospitalité et avantages offerts à un employé dans le cadre de ses fonctions (En vigueur le 22 février 2012 et modifiée le 11 juillet 2013)
- Directive sur l'éthique et la discipline des employés en congé sans traitement (En vigueur le 22 février 2012)
- Règles éthiques concernant les employés en congé sans solde ou en préretraite et les recours possibles (En vigueur le 14 novembre 2011)
- Règles éthiques d'après-mandat applicables aux employés et les recours possibles (En vigueur le 14 novembre 2011)
- Règles d'après-mandat applicables aux sous-ministres (En vigueur le 14 novembre 2011)
- Règles éthiques applicables à l'employé élu à des élections provinciales (En vigueur le 26 août 2014)

Cadeaux :

Avant 2012 et l'entrée en vigueur de la Directive sur les cadeaux, marques d'hospitalité et avantages offerts à un employé dans le cadre de ses fonctions, les employés du Ministère étaient assujettis à la règle d'éthique régit par le Règlement gouvernemental :

- **Article 6.** Le fonctionnaire ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et d'une valeur modeste.

Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur ou à l'État.

Le 13 juin 2003, le sous-ministre de l'époque faisait parvenir aux cadres du MTQ une note portant sur les valeurs et les règles éthiques dans le cadre d'activités sociales et sportives. Dans cette note, il est mentionné « qu'aucun cadeau ou commandite ne doit provenir de fournisseurs ou entrepreneurs en lien avec le Ministère de quelque façon que ce soit ».

Le 22 février 2012, le MTQ se dotait de sa propre directive. Cette dernière mentionnait que :

- **Article 4.** Un employé peut accepter un cadeau, une marque d'hospitalité ou un autre avantage qui est d'usage et d'une valeur modeste, c'est-à-dire environ 25\$.

Le 11 juillet 2013, le Ministère modifiait sa Directive sur les cadeaux, marques d'hospitalité et avantages offerts à un employé dans le cadre de ses fonctions. Depuis cette période, la directive mentionne que :

- **Article 2.** Un employé ne peut accepter directement ou indirectement un cadeau, une marque d'hospitalité ou un autre avantage qui lui est offert dans l'exercice de ses fonctions.